



Éditorial

Mesdames, Messieurs,

Durant le 1^{er} semestre 2024 LAFFITTE PIERRE a émis des nouvelles parts pour un montant de 0,3 M€. Compte tenu des retraits de parts venus en compensation, les capitaux collectés sont restés stables. Au 30 juin 2024, 154 499 parts sont en attente de retrait.

LAFFITTE PIERRE n'a pas échappé à l'accélération de la tendance baissière du marché immobilier en fin d'année 2023, plus particulièrement marquée sur les actifs de bureaux. Dans ce contexte de baisse de valorisation du portefeuille, AEW a pris la décision d'ajuster le prix de souscription pour le repositionner à 367 € (voir rubrique «À la Une»).

Au 30 juin 2024, LAFFITTE PIERRE présente un surinvestissement proche de 99 M€, financé par emprunt bancaire. Un point bas du cycle immobilier étant probablement atteint ou en passe de l'être, le marché recèle des opportunités d'investissements pour les acteurs qui ont de la collecte à placer. AEW reste confiante dans les perspectives des marchés immobiliers, et continue à surveiller de près les tendances pour positionner votre SCPI de manière optimale en liaison avec la collecte éventuelle.

Dans un environnement qui reste marqué par des incertitudes et des instabilités, tant nationales qu'internationales, le taux d'occupation financier de votre SCPI se maintient autour de 89% en fin de semestre. Si ce dernier enregistre un solde négatif de 3 548 m² entre les libérations et les locations, du fait de deux congés importants sur la période, ce sont néanmoins un peu plus de 1 000 m² qui ont été sécurisés par des renouvellements de baux.

Le revenu brut courant distribué a été fixé à 3,45 € par part au titre de chacun des deux premiers trimestres 2024.

L'objectif de distribution annuelle a été estimé à 14,02 € par part, avant les impôts français et étrangers payés par la SCPI et déduits des acomptes versés aux associés. Sur la base de cet objectif, le taux de distribution 2024 est prévu proche de 3,8% (3,6% en 2023). Par ailleurs, en fin de semestre, votre SCPI dispose de réserves (report à nouveau) qui se renforcent par rapport au début d'année et qui représentent 3 mois de distribution courante.

Enfin, AEW vous remercie pour votre participation aux votes lors de l'Assemblée Générale de juin (voir rubrique «Vie sociale»), et pour l'expression de votre confiance renouvelée.

Antoine BARBIER
Directeur de la Division Patrimoine - AEW

Conjoncture immobilière

Au 2^e trimestre 2024, l'investissement en immobilier d'entreprise a atteint 3,5 Mds€, enregistrant une légère hausse de +4,3% par rapport au 1^{er} trimestre 2024, mais restant bien en dessous des tendances historiques. Sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2024, l'investissement totalise 5,9 Mds€, en baisse de -53% par rapport au 1^{er} semestre 2023. Cette baisse est particulièrement notable dans les secteurs des bureaux, des commerces et du résidentiel, tandis que les investissements en logistique sont en hausse de 14%. Les taux de rendement sont restés stables depuis le 4^e trimestre 2023 sur la plupart des secteurs, avec des ajustements marginaux dans les bureaux (4,5% en Île-de-France et 5,75% en régions) et les commerces.

La demande de bureaux en Île-de-France a diminué de 9% par rapport à l'année précédente, avec des mesures d'accompagnement modérées à Paris (16% du loyer) mais atteignant un nouveau record à La Défense et dans la première couronne (30%). Le taux de vacance, de 8,2% en Île-de-France, reste relativement maîtrisé dans Paris Centre Ouest et en seconde couronne, mais dépasse les 12% dans le Croissant Ouest, à La Défense et franchit 15% dans la première couronne.

Selon les estimations, 604 M€ ont été investis en actifs de commerces en France au 2^e trimestre 2024, représentant 15,3% des volumes investis en immobilier d'entreprise. Les taux de rendement prime continuent de se décompresser, avec une hausse plus marquée pour les boutiques (soit un taux de 4,5% en pieds d'immeubles) que pour les centres commerciaux (5,4%). Les loyers prime des commerces de pieds d'immeubles et des centres commerciaux sont restés relativement stables depuis plus de deux ans. L'inflation allemande devrait continuer sa tendance à la baisse pour passer sous la cible des 2% d'ici à la fin de 2024. Les loyers prime des centres commerciaux se sont maintenus à 1 440 €/m²/an en moyenne sur un an dans les marchés principaux, tandis que ceux des commerces de pieds d'immeubles ont connu une hausse moyenne de 2% sur un an atteignant 3 420 €/m²/an. Munich reste la ville avec les loyers les plus élevés.

Au 2^e trimestre 2024, l'économie espagnole s'est révélée résiliente et continue d'être parmi les plus performantes dans la zone euro, en grande partie grâce à son secteur touristique. Entre le 2^e trimestre 2024 et le 2^e trimestre 2023, les valeurs locatives prime des centres commerciaux sont restées stables, tandis que celles des commerces de pieds d'immeubles ont augmenté de 2,4% en moyenne.

L'essentiel au 30/06/2024

22 310 associés
2 820 105 parts

PRIX DE SOUSCRIPTION
367,00 € (au 03/04/2024)

VALEUR DE RÉALISATION 2023
794 085 373 € (281,58 €/part)

VALEUR DE RECONSTITUTION 2023
942 371 819 € (334,16 €/part)

CAPITALISATION
1 034 978 535 € au prix de souscription

DISTRIBUTION PRÉVISIONNELLE 2024
14,02 €/part

(Avant fiscalité payée en France et à l'étranger par la SCPI pour le compte des associés)

13,80 €/part
(Après fiscalité payée en France et à l'étranger par la SCPI pour le compte des associés)

TAUX DE DISTRIBUTION PRÉVISIONNEL 2024
3,77 %

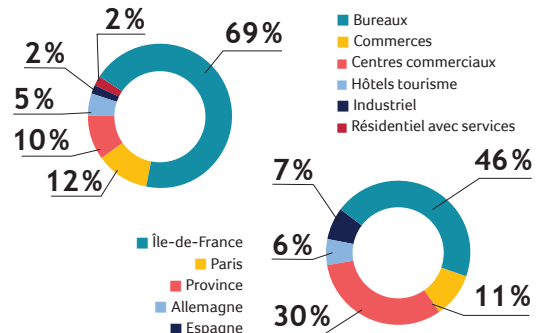
(Avant fiscalité payée en France et à l'étranger par la SCPI pour le compte des associés)

TAUX D'OCCUPATION FINANCIER
88,86 % (trimestriel)

PATRIMOINE (% VALEUR VÉNALE)

Actifs immobiliers détenus en direct : 66%

Actifs immobiliers détenus indirectement : 34%



Société de gestion



SCPI À PRÉPONDÉRANCE BUREAUX À CAPITAL VARIABLE

À LA UNE CE SEMESTRE

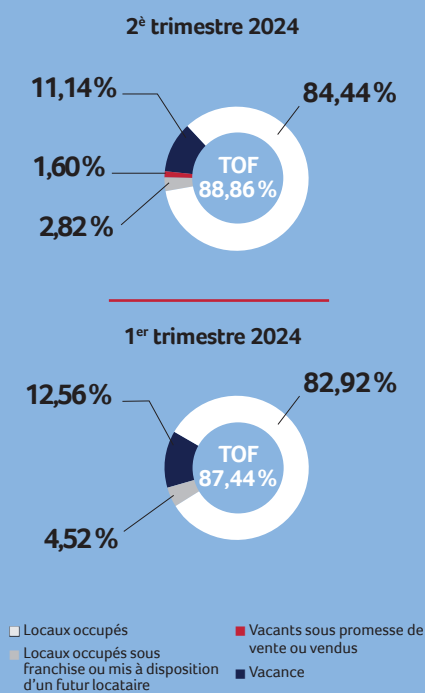
L'expertise indépendante du patrimoine au 31/12/2023 a établi une valeur du portefeuille immobilier en baisse annuelle de 17% à périmètre constant, amenant une surcote de 11% du prix de souscription par rapport à la nouvelle valeur de reconstitution à cette même date. AEW a pris la décision d'ajuster le prix de souscription pour le repositionner à 367 € à compter du 3 avril 2024, dans la fourchette haute offerte par la réglementation par rapport à la valeur de reconstitution. Cette décision qui a pour objectif de proposer un prix plus cohérent, est une condition préalable et indispensable pour relancer une dynamique de collecte auprès des épargnants, dans un contexte concurrentiel. LAFFITTE PIERRE dispose de fondamentaux solides pour passer cette période et continuer à offrir des revenus potentiels à ses associés. AEW a bon espoir que l'inscription de la SCPI dans une trajectoire «verte», à travers le label ISR («Investissement Socialement Responsable») dont elle bénéficie, sera à terme un gage de qualité complémentaire.

Évolution du capital

	2 ^e semestre 2023	1 ^{er} semestre 2024
Nombre d'associés en fin de semestre	22 220	22 310
Nombre de parts en fin de semestre	2 820 105	2 820 105
Émission de parts nouvelles au cours du semestre	20 299	852
Souscriptions compensées par des retraits	20 299	852
Demande de retrait en suspens (nombre de parts)	101 904	154 499
Capital social en euros	648 624 150	648 624 150
Capitaux collectés (nominal + prime d'émission) en euros	1 073 785 908	1 073 785 908

Évolution du patrimoine

● Taux d'occupation financier



● Arbitrages

- Paris 8^e – 32 avenue Georges V : Bureaux vacants de 183 m² acquis en 1991 – Prix de cession : **3,4 M€**
- Marseille (13) – 14-16 rue Jean Trinquet : actif hôtelier vacant de 4 941 m² acquis en 2016 Prix de cession : **16,0 M€**

● Investissements

- Néant

● Mouvements locatifs

◆ Locations : 2 596 m²

Villejuif (94) :	369 m²
Cachan (94) :	261 m²
Marseille (13) :	81 m²
Toulouse (31) :	349 m²
Châlons-en-Champagne (51) :	120 m²
Nancy (54) :	294 m²
Lyon (69) :	587 m²
Mulhouse (68) :	46 m²
Saint-Priest (69) :	489 m²

● Taux d'occupation physique

86,16 % (trimestriel)

Surface totale du patrimoine : 256 586 m²
Surfaces vacantes : 35 508 m²

◆ Libérations : 6 144 m²

Courbevoie (92) :	219 m²
Issy-Les-Moulineaux (92) :	1 234 m²
Nice (06) :	975 m²
Aix-en-Provence (13) :	139 m²
Marseille (13) :	447 m²
Toulouse (31) :	1 030 m²
Bordeaux (33) :	229 m²
Châlons-en-Champagne (51) :	163 m²
Nancy (54) :	656 m²
Mulhouse (68) :	60 m²
Lyon (69) :	819 m²
Saint-Priest (69) :	173 m²

Par ailleurs, sept baux portant sur 1 061 m² sur cinq sites ont été renouvelés.

Les taux d'encaissement des loyers des 1^{er} et 2^e trimestres 2024, calculés mi-juillet 2024, s'établissent respectivement à 91,59% et 91,6% (100,0% et 95,8% pour les 3^e et 4^e trimestres 2023).

● Créances douteuses

Le taux d'incidence contentieuse au 30/06/2024 s'établit à 3,34% contre 3,59% au 31/12/2023. Il mesure l'impact net des créances douteuses sur les loyers.

Le taux d'occupation financier est l'expression de la performance locative de la SCPI. Il se détermine par la division:

- Du montant total des loyers et indemnités d'occupation ou compensatrices de loyers facturés, ainsi que des valeurs locatives de marché des autres locaux non disponibles à la location,

- Par le montant des loyers facturables (loyers actuels et valeurs locatives de marché pour les locaux vacants) dans l'hypothèse où l'intégralité du patrimoine serait loué.

Ce taux est calculé sur l'intégralité du patrimoine, sans exclure d'immeubles, qu'ils fassent l'objet de travaux ou qu'ils soient intégrés dans un plan d'arbitrage.

Revenus distribués

	1 ^{er} trimestre 2024	2 ^e trimestre 2024
Acompte mis en paiement le	18/04/2024	19/07/2024
Acompte par part ⁽¹⁾	3,45 €	3,45 €
Acompte après prélèvements sociaux ⁽²⁾	3,43 €	3,44 €
Acompte après prélèvements sociaux ⁽²⁾ et à la source ⁽³⁾ sur les revenus financiers	3,42 €	3,43 €

(1) Le montant des impôts sur les revenus fonciers de source étrangère payé par la SCPI est déduit des acomptes versés aux associés.

(2) Prélèvements sociaux sur les revenus financiers au taux de 17,2%.

(3) Prélèvement à la source sur les revenus financiers au taux de 12,8%.

Pour un associé ayant la jouissance de ses parts au 1^{er} janvier 2024 (souscription avant décembre 2023) ou au 1^{er} avril 2024 (souscription avant mars 2024), le montant des revenus distribués est égal au montant de l'acompte diminué des prélèvements sociaux et à la source sur les produits financiers (selon l'option au prélèvement à la source), multiplié par le nombre de parts détenues. Compte tenu des arrondis découlant de l'imposition des produits financiers, l'acompte après prélèvements effectivement perçu pourra être légèrement différent de celui indiqué ci-contre.

Les prochains revenus trimestriels seront mis en paiement fin octobre 2024 et fin janvier 2025.

Il est rappelé que pour le paiement des revenus, le virement bancaire est le mode le plus efficient en termes de sécurité et de délais. Pour éviter l'usage inadapté de lettres-chèques, il suffit de communiquer à AEW un IBAN/BIC et, par la suite, de signaler impérativement tout changement de domiciliation bancaire.



Indicateurs de performances

● Taux de rentabilité interne (TRI)

Source : Institut de l'Épargne Immobilière et Foncière / AEW

TRI 5 ans (2018-2023)	- 0,59 %
TRI 10 ans (2013-2023)	2,72 %
TRI 15 ans (2008-2023)	5,71 %

Le TRI est le taux qui est tel que la valeur actuelle nette du placement est nulle (les flux actualisés de décaissement et d'encaissement se compensent). Il se calcule en prenant en compte : à l'entrée, le prix acquéreur ; sur la période, tous les revenus distribués ; à la sortie, la valeur de retrait constatée au terme de la période.

Le TRI de LAFFITTE PIERRE doit s'apprécier en tenant compte que le calcul est effectué hors éventuels crédits d'impôt sur les revenus fonciers allemands et espagnols.

● Variation du prix de souscription

Prix de la part au 31/12/2023	372,00 €
Prix de la part au 30/06/2024	367,00 €
Variation du prix de souscription	- 1,34 %

Il est rappelé que l'acquisition de parts de SCPI doit nécessairement se concevoir sur le long terme. L'appréciation éventuelle du prix de souscription de la part sur une année complète ou partielle a une signification relative. L'analyse de cette évolution doit être réalisée en prenant en considération :

- ◆ les frais à la souscription ou à l'acquisition de parts, en rapport avec la nature immobilière de l'investissement. Ces frais à l'entrée n'ont pas la même importance relative pour un associé ayant investi de longue date et un autre ayant réalisé une prise de participation plus récente ;
- ◆ le fonctionnement du capital, variable dans le cas de votre SCPI, qui conditionne la formation du prix vendeur (valeur de retrait).

● Taux de distribution

Taux de distribution 2023	3,62 %
Taux de distribution 2024 (prévision)	3,77 %

Le taux de distribution pour une année « n » se détermine par la division entre : - d'une part la distribution brute versée au titre de l'année « n » (y compris les acomptes exceptionnels et quote-part de plus-values distribuées), avant prélèvements libératoires et autres fiscalités payés en France (impôt sur les plus-values) et à l'étranger (impôts sur les plus-values et sur les revenus fonciers) par la SCPI pour le compte de l'associé, - et d'autre part le prix de souscription au 1^{er} janvier de l'année « n ».

Concernant LAFFITTE PIERRE, un associé bénéficie d'éventuels crédits d'impôt sur les revenus fonciers allemands et espagnols, qui s'apprécient en fonction de sa situation fiscale personnelle.



Conditions de souscription et de retrait des parts

● Conditions de souscription

Prix de la part

Valeur nominale	230,00 €
Prime d'émission	137,00 €
Prix de souscription	367,00 €

Les souscriptions sont effectuées auprès d'intermédiaires habilités par AEW, ou sont reçues directement par AEW. Tout nouvel associé doit souscrire au minimum 20 parts. Le règlement s'effectue au moment de la souscription pour la totalité du prix de souscription. **Les parts souscrites à partir du 1^{er} novembre 2021 portent jouissance à compter du premier jour du deuxième mois qui suit celui de la souscription.**



Cession directe entre vendeurs et acheteurs

Les associés ont la possibilité de céder directement leurs parts sans intervention d'AEW (« marché de gré à gré »). Les conditions de vente sont dans ce cas librement débattues entre les intéressés. Une fois la cession effectuée, la déclaration de cession de parts sociales non constatée par un acte doit être enregistrée auprès de la recette des impôts de l'acheteur ou du vendeur, et les intéressés doivent s'acquitter des droits d'enregistrement de 5 % directement auprès du Trésor Public.

● Conditions de retrait

Pour l'associé qui souhaite se retirer de la Société, le fonds de réserve n'étant pas créé et doté à ce jour, seul un retrait de part compensé par une souscription au prix en vigueur pourra être réalisé. À compter du 3 avril 2024, l'associé se retirant perçoit la somme de **330,59 euros** par part.

La notification de la demande de retrait doit être faite par lettre recommandée avec avis de réception adressée à AEW, ou par email à l'adresse suivante : back-office-aewciloger@eu.aew.com. Les demandes de retrait sont prises en considération par ordre chronologique de réception. Le remboursement des parts, par son inscription sur le registre des associés, rend effectif le retrait. Les parts remboursées sont annulées. L'associé qui se retire perd la jouissance de la part au premier jour du trimestre au cours duquel le retrait est enregistré sur le registre des retraits.



Fiscalité

● Imposition des revenus de source allemande et espagnole

Les revenus nets fonciers supportent actuellement une imposition locale de 15,825 % pour les actifs sis en Allemagne, et de 24,75 % pour les actifs sis en Espagne. En accord avec les conventions internationales, la double imposition des revenus de sources allemande et espagnole est évitée par l'octroi d'un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français dans la base duquel ces revenus sont compris. Ce crédit d'impôt est égal au montant de « l'impôt français correspondant à ces revenus », quel que soit par ailleurs le montant de l'impôt effectivement payé en Allemagne et en Espagne. En pratique, le calcul est effectué en deux temps :

- ◆ Calcul de l'impôt français en prenant en compte les revenus français et étrangers qui sont soumis à l'application du barème progressif.
- ◆ Calcul du crédit d'impôt au titre de l'impôt français sur les revenus étrangers.

Il faut cependant noter que la France n'accorde pas sur son impôt une déduction de l'impôt allemand ou espagnol supérieure au montant de l'impôt français correspondant aux revenus considérés. Par ailleurs, les crédits non imputés ne peuvent être ni reportés, ni restitués.



Vie sociale

● Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mars 2024

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mars 2024 s'est tenue en seconde convocation avec un quorum de 42,25 %. Elle a approuvé les six résolutions présentées avec une large majorité. Vous pouvez retrouver le détail des votes exprimés pour chaque résolution, dont le texte intégral figure dans le dossier de convocation envoyé à chaque associé, sur le site internet www.aewpatrimoine.com.

● Assemblée Générale Ordinaire du 21 juin 2024

L'Assemblée Générale Ordinaire du 21 juin 2024 s'est tenue avec un quorum de 37,47 %. Elle a approuvé les douze résolutions présentées avec une large majorité variant de 91,65 % à 97,83 %. L'Assemblée Générale Ordinaire a également procédé à l'élection de trois membres du Conseil de surveillance (7 candidats résolution 11) : BPCE VIE représentée par M. Arnaud LEMENAGER (réélue), CAISSE GÉNÉRALE DE PRÉVOYANCE DES CAISSES D'ÉPARGNE représentée par M. Arnaud LIMOUSIN (élue), M. Jean-Luc BRONSART (réélu). Vous pouvez retrouver le détail des votes exprimés pour chaque résolution, dont le texte intégral figure en pages 62 et 63 du rapport annuel 2023, sur le site internet www.aewpatrimoine.com.



AEW et la Directive européenne « MIF II » (Marchés d'instruments financiers)

AEW a choisi de classer l'ensemble des associés en « client non professionnel » à l'exception des clients classés dans la catégorie client professionnel par l'annexe II de la directive 2014/65/UE.

AEW commercialisant auprès de ses clients directs exclusivement des produits maison, déclare réaliser à leur égard, du conseil en investissement non indépendant. La politique relative à la Directive européenne « MIF II » mise en place par AEW est consultable sur son site internet (www.aewpatrimoine.com).



AEW et la connaissance de ses clients

Pour répondre à certaines dispositions du Code Monétaire et Financier, AEW est amenée à demander à ses clients lors des achats de parts une fiche « Connaissance client et origine des fonds ». Ce questionnaire, établi en application de la directive MIF II précitée, a pour objet d'apprécier l'adéquation de votre souscription avec vos objectifs d'investissements et de répondre au dispositif prévu en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux. Les données recueillies ne font pas l'objet d'un traitement automatisé et ne seront

communiquées que pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Si ces documents peuvent entraîner des formalités administratives supplémentaires, ils s'imposent à AEW, et permettent de mieux apprécier les attentes des clients et de participer à la vigilance du système financier français. Conformément à la réglementation, les associés sont informés qu'une information détaillée dans le cadre des Directives Solvabilité 2 et PRIIPS peut être transmise aux compagnies d'assurances et mutuelles qui sont associées de la SCPI, afin de leur permettre de satisfaire à leurs obligations prudentielles.



Clients non résidents

L'acquisition de parts de la SCPI LAFFITTE PIERRE n'est pas possible pour les clients, personnes morales ou physiques qui, en raison de leur nationalité, de leur résidence, de leur siège social ou de leur lieu d'immatriculation, relèvent d'un droit étranger qui impose à AEW des restrictions ou des obligations spécifiques quant à la

commercialisation et la promotion de ses produits. Les informations relatives à la SCPI LAFFITTE PIERRE publiées par AEW ne constituent en aucune manière une sollicitation en vue de l'achat de parts par des ressortissants ou résidents de certains pays, dont notamment les États-Unis d'Amérique.



Réglementation RGPD – Protection des données personnelles

Le règlement européen relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) est entré en application le 25 mai 2018. Pour construire avec ses clients une relation de confiance, AEW entend assurer une gouvernance responsable de ses fichiers informatiques ainsi que la plus grande transparence sur les traitements des données qu'elle gère. AEW a désigné un Délégué à la Protection des Données Personnelles (DPO) qui

veille au respect de la réglementation applicable. Vous pouvez le contacter à l'adresse suivante : AEW – DPO – 43, avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS ou par courriel : dpo.aewciloger@eu.aew.com. Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter la Notice d'Information sur la Protection des Données Personnelles disponible sur notre site internet www.aewpatrimoine.com.

LAFFITTE PIERRE

Société civile de placement immobilier
à capital variable
434 038 535 RCS PARIS
Siège social :
43, avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS

La note d'information prévue aux articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier a obtenu de l'Autorité des marchés financiers, le visa n°19-27 en date du 5/11/2019.

Société de gestion : AEW

Société par actions simplifiée au capital de 2 328 510 euros agréée par l'Autorité des marchés financiers en qualité de Société de Gestion de Portefeuille sous le numéro GP-07 000043 du 10/07/2007.
Agrément AMF du 24 juin 2014 au titre de la directive 2011/61/UE dite « AIFM »,
329 255 046 RCS PARIS

Siège social : 43, avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS
Adresse postale : 43, avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS
Relation commerciale : 01 78 40 33 03 – relation.commerciale@eu.aew.com

Responsable de l'information : M. Didier DEGRAEVE

La politique de gestion des conflits d'intérêts mise en place par AEW est consultable sur son site internet : www.aewpatrimoine.com

